



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement**

**Décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Défrichage pour la remise en état de prairie d'un terrain abandonné en friche à  
Kappelkinger (57)**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST PAR INTÉRIM  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3 et R122- 3-1 ;
- VU l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas, en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement ;
- VU le dossier de demande d'examen au cas par cas présenté par le maître d'ouvrage « Christian FUHRMANN », reçu le 2 septembre 2024, relatif au projet de défrichage pour la remise en état de prairie sur un terrain abandonné en friche à Kappelkinger (57) ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Laurent TOUVET, préfet de la Moselle, à compter du 24 août 2020 ;
- VU l'arrêté préfectoral N° 2024/357 du 30 septembre 2024 portant délégation de signature à M. Marc HOELTZEL, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est ;
- VU l'arrêté DREAL-SG-2024-33 du 1<sup>er</sup> octobre 2024 portant subdélégation de signature de M. Marc HOELTZEL, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est en faveur de M. Philippe LAMBALIEU, chef du service Évaluation Environnementale, de son adjoint M. Hugues TINGUY et de Mme Christelle MEIRISONNE, adjointe au chef de pôle Projets ;

CONSIDÉRANT la nature du projet :

- qui relève de la rubrique n°47 b) de la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du code de l'environnement « Autres déboisements en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare » ;
- qui consiste à procéder à un défrichage pour redonner à un terrain sa vocation cadastrale de prairie, la végétation ayant poussé à la suite de l'abandon du terrain ;
- qui consiste à défricher une surface de 1 ha et 38 ares ;
- qui consiste à utiliser le terrain conformément à sa vocation initiale de prairie et à l'exploiter pour la production de foin agricole ;
- qui consiste à proposer les déchets végétaux issus du défrichage à une entreprise pour faire des plaquettes de bois ;

Considérant la localisation du projet :

- situé au lieu dit « Unterster Weiher » et « Schwanzacker » à Kappelkingen (57430) ;
- parcelles cadastrales section 33 N°100, N°101, N°102 au lieu dit « Unterster Weiher » et Section 33 N°113 au lieu dit « Schwanzacker » ;
- au sein d'une zone humide potentielle à probabilité forte selon la cartographie nationale des zones humides ;
- à proximité d'un cours d'eau sous affluent de l'Albe dont l'état écologique est à préserver et la ripisylve est à conserver tant que possible ;
- en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau destinée à la consommation humaine ;

Considérant les caractéristiques des impacts du projet sur le milieu et la santé publique ainsi que les mesures d'évitement et réduction qui seront mises en œuvre par le pétitionnaire :

- les impacts potentiels sur la biodiversité pour lesquels :
  - le projet n'est pas situé dans un espace naturel sensible (ZNIEFF, Natura 2000) ;
  - le dossier ne comporte pas d'éléments sur les espèces protégées inféodées aux milieux boisés voire humide ;
  - il revient au maître d'ouvrage de s'assurer de l'absence d'espèces protégées, notamment les espèces protégées spécifiques aux zones boisées (oiseaux, chauves-souris, espèces terrestres...), voire les espèces protégées spécifiques aux zones humides (amphibiens...) ;
  - le cas échéant, il revient au maître d'ouvrage de se mettre en conformité avec la réglementation sur les espèces protégées :
    - en analysant les impacts liés au projet ;
    - le cas échéant, en définissant des mesures d'évitement de réduction voire de compensation ;
  - le maître d'ouvrage s'engage à réaliser les défrichements en dehors de la période de sensibilité de nidification et de migration des oiseaux et à réaliser le défrichage de manière progressive en s'assurant friche par friche de l'absence de faune au moment du défrichage ;
- les impacts potentiels sur les zones humides pour lesquels le dossier ne comporte pas d'éléments, mais pour lesquels il revient au maître d'ouvrage de veiller à ce que le déboisement ne conduise pas à une altération des fonctionnalités des

zones humides, aucun remblai ni drainage ne doit être réalisé dans le cadre de ce projet ;

- les impacts potentiels sur les eaux souterraines pour lesquels le projet n'implique pas la modification des masses d'eau souterraines, ni de drainage particulier ;
- les impacts potentiels sur le cours d'eau sous-affluent de l'Albe pour lesquels il revient au maître d'ouvrage de prendre des précautions en phase travaux et d'exploitation :
  - pas de débardages et passages dans le lit des cours d'eau ;
  - pas de stockage de grumes dans le lit ou sur le fait des berges des cours d'eau ;
  - éviter les tracés de pistes d'exploitation dans le sens de la pente favorisant l'arrivée de fines et le drainage du massif ;
  - maintien des zones tampons en bordure de berges.

CONSIDÉRANT qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire et sous réserve du respect total de ses engagements et obligations, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

### **D É C I D E :**

#### **Article 1er :**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de défrichement pour la remise en état de prairie sur un terrain abandonné en friche à Kappelkinger (57), présenté par le maître d'ouvrage « Christian FUHRMANN », **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

#### **Article 2 :**

La présente décision, délivrée en application des articles R. 122-3 et R.122- 3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

#### **Article 3 :**

L'autorité décisionnaire est chargée de vérifier au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

#### **Article 4 :**

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Strasbourg, le  
Pour le Directeur Régional de  
l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de la région Grand Est,  
et par délégation,  
l'adjointe au chef du pôle projets du  
service Évaluation Environnementale,

Christelle MEIRISONNE

#### Voies et délais de recours

1) Un recours administratif préalable est obligatoire avant le recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif doit être adressé à Monsieur le préfet de région - Préfecture de la région Grand Est - 5 place de la République - BP 87031 - 67073 STRASBOURG cedex

Il peut aussi être adressé un recours hiérarchique au supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision : Monsieur le Ministre de la transition écologique - 246, bd Saint Germain - 75700 PARIS

2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif.

Le recours contentieux doit être déposé devant le tribunal administratif de Strasbourg sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).